

Entre l'orientation de Thomas Piketty pour résoudre la grande crise de la rupture métabolique et le plan Solidaire il y a un gouffre infranchissable

L'Aut'Journal reprend un court [article de Thomas Piketty](#) publié dans le journal Le Monde qui pose les jalons des transformations nécessaires et les conditions économiques indispensables pour arrêter le train infernal menant vers la terre-étuve. D'un, « *même menée à très grande échelle, la transformation des systèmes énergétiques ne suffira pas. La limitation du réchauffement à moins de 2 °C exige la sobriété, définie comme une transformation structurelle de l'économie. Cela passe par la poursuite de la réduction historique du temps de travail, un changement des habitudes alimentaires permettant une reforestation d'ampleur, et une forte diminution du poids des secteurs matériels dans l'économie.* » Piketty donne les exemples des vêtements jetables et des téléphones portables dernier cri. Ce serait rester à la surface du problème. Les piliers de la consommation de masse qui enchaînent les ménages prolétariens au capital bancaire sont la « villa campagnarde » et l'auto solo — d'où le dilemme entre fin du monde et fin du mois — à remplacer par le logement social communautaire et le transport en commun mur à mur. Ajoutons-y le régime alimentaire végétarien implicitement avancé par l'auteur.

De deux, « *[l]éducation, la santé et la culture apportent un bien-être à la fois plus réel et plus durable : trois fois moins d'intrants matériels et d'émissions carbone par euro de produit intérieur brut (PIB) que l'industrie, la construction ou l'agriculture intensive.* » Dans le mil. Voilà ce que saccage l'austérité néolibérale devenant « austerité » avec la militarisation du monde pavant la voie au néofascisme dans laquelle le Canada et le Québec embarquent à pieds joints. Soulignons que les services publics, acquis des « trente glorieuses » arraché peu ou prou à la domination du marché et qui pourraient s'étendre au transport et à l'alimentation de base, sont autant de producteurs de liens sociaux, de solidarité entravant l'individualisme et la course effrénée à la consommation. La somme des services publics bonifiés et gratuits plus l'indispensable consommation matérielle libérée de l'agriculture industrielle et carnée, de la mode et de l'obsolescence planifiée seront quantitativement équivalent et qualitativement supérieure au revenu du ménage moyen des pays riches. Piketty a raison de s'attaquer au mythe de la prétendue automaticité capitaliste de la dématérialisation de l'économie. Et il a encore plus raison de souligner la fausseté de la substitution des biens matériels et de l'énergie fossile par les services et l'énergie renouvelable alors qu'il n'y a qu'empilement. Cette substitution est antinomique à l'accumulation du capital, donc à la croissance du PIB, commandée par la loi de la compétition entre les capitaux.

De dire Piketty, « *[p]our changer de cap et mener à bien les transformations nécessaires (énergie, éducation, santé), les moyens à mobiliser sont considérables : environ 10 % du PIB mondial par an jusqu'en 2050. Il faudra mettre les plus riches à contribution* » ...pour dire le moins. Sera nécessaire une stratégie qui combine justice climatique avec justice sociale parce que les ultra-riches sont essentiellement responsables des émanations de GES [par leur consommation](#) mais surtout par [leur contrôle de l'économie](#) à commencer par les transnationales [pétrolières](#) et [bancaires](#). Au cœur de cette stratégie se trouve « *la mobilisation syndicale et citoyenne* » [...] Le point essentiel est qu'une telle transformation doit aller de pair avec la démocratie économique, l'autogestion, l'égalité politique et territoriale et la démarchandisation. » Pourquoi ne pas dire clairement que des politiques révolutionnant la structure économique en termes d'énergie, de

transport, d'agriculture, d'habitat et d'urbanisme implique une rupture avec les rapports sociaux capitalistes ?

De nuancer Piketty, « *[p]our avancer, il faudra convaincre les classes populaires et moyennes du Nord et du Sud que le statu quo n'est pas tenable et conduit à l'enfer climatique, social et migratoire.* » En effet, la [consommation des classes moyennes](#) (les 40% dans la séquence mondiale 10 riche – 40 moyen – 50 pauvre) joue un rôle involontaire dans les émanations de gaz à effet de serre (GES) à cause d'une structure subie de la consommation, particulièrement dans les secteurs transport et habitation. L'attachement à cette structure, considérée comme un acquis alors qu'elle est une dépendance surtout par l'endettement des ménages, reste un obstacle à leur mobilisation. Toutefois, pour se donner les moyens de mettre en œuvre les drastiques réformes de la structure économique nécessaires au tournant climatique, Piketty semble se satisfaire d'une redistribution fiscale des revenus sans atteinte à la propriété des moyens de production malgré qu'il parle de « *démocratie économique* » et « *d'autogestion* ». Piketty donne l'impression d'être davantage obnubilé par l'échelle des revenus (et des patrimoines) plus que par la dichotomie entre la masse des prolétaires et l'archi-concentration et centralisation du capital. Il en découle qu'il esquivait la nécessité du renversement du capitalisme.

Pour QS c'est la concertation avec l'entreprise privée pour perpétuer une croissance compétitive

On pourrait définir Thomas Piquetty comme un réformiste radical tendant la main à l'écosocialisme lequel prône une société en décroissance matérielle de prendre soin des gens et de la terre-mère. On ne peut pas en dire autant du plan de transition 2035 [« Préparer l'avenir »](#) de Québec solidaire. Le [débat à trois](#) sur l'environnement à la Maison du développement durable — l'absence de la CAQ et du PCQ les disqualifie en partant — a donné l'impression que les trois partis présents baignent dans les mêmes eaux. Pourtant les Libéraux se contentent de maintenir la même cible de réduction de GES à 37.5% déjà insuffisante que la CAQ a pourtant retardée de 2030 à 2035. En plus, ils se dispensent de présenter un plan d'ensemble que seuls ont fait QS et le PQ. Bizarrement, le PQ a fait connaître son plan, dont la mesure vedette est une passe mobilité à 95\$ par mois, avant le début de la campagne pour marquer que ses priorités étaient ailleurs. Fort à propos, QS a fait remarquer que [les positions pratiques du PQ sont loin d'être écologiquement conséquentes](#) tellement priment les intérêts des entreprises.

Quant n'est-il de QS ? D'entrée de jeu dans la présentation de son plan, le parti affirme qu'« *il ne s'agit pas de choisir l'un [l'environnement] ou l'autre [la croissance économique].* » Adieu décroissance matérielle. Pour le parti « *la crise climatique est le résultat de mauvais choix économiques ainsi que de politiques inefficaces et mal ciblées* » et non pas une crise de système. Pour QS, l'environnement est « *une occasion stratégique de développer un véritable avantage concurrentiel : en misant sur notre énergie et en devenant une économie à faible émission de carbone, le Québec peut attirer les investissements étrangers* ». Voilà le Québec inscrit dans la grande foire mondiale de l'intelligence artificielle s'orientant de plus en plus vers une économie de guerre ce dont il n'est nulle question dans le plan qui aligne pourtant plus de cent mesures. Comment alors remettre en question par des BAPE le Plan d'électrification 2035 de 200 milliards \$ avec ses champs d'éoliennes et sa nouvelle Baie James de l'entente de Churchill Falls aux dépens des peuples autochtones ? Pour un parti se disant de gauche, il vaut mieux taire cette triste affaire.

Pour y arriver, dit le plan, il y faut « *une politique industrielle fondée sur le partenariat [... pour] coordonner les investissements, la formation, la recherche, les infrastructures, les marchés publics, l'innovation et les chaînes d'approvisionnement. Cette coordination exige une collaboration permanente entre l'État, les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les mouvements sociaux et communautaires, les milieux de la recherche, les Premières Nations et Inuit, les municipalités et les régions.* » Au sein de cette vaste concertation qui noie le poisson, les acteurs clefs dans une société capitaliste sont les détenteurs de fonds c'est-à-dire les entreprises, plus particulièrement les transnationales étrangères et les institutions financières d'ici et d'ailleurs, et l'État. Un gouvernement Solidaire garantirait-il un État de gauche ? De prime abord, il se confronterait à la pétrolière moyenne puissance canadienne soutenue par la grande puissance étatsunienne. On peut toujours imaginer une politique de division trumpiste mais certainement pas pour une indépendance à gauche. Quant à l'État profond, il est maillé par mille liens avec le réseau capitaliste sans compter qu'il est prisonnier de la dette publique et de la politique d'investissements des entreprises. À moins de vouloir confronter le capital. Mais QS veut la concertation pas l'affrontement. La messe est dite.

Des réformes plaisant au capital parce qu'elles contribuent à sa rentabilité sans rien résoudre

Se pourrait-il qu'une politique de centre-gauche soit acceptable par le capital ? De dire le plan, il faut « *[r]éserver les aides financières gouvernementales aux entreprises respectant les normes environnementales...* » On subventionnera donc les entreprises respectant la loi. Mais pénalisera-t-on celles qui ne la respectent pas ou se contentera-t-on de ne pas les subventionner ? On annonce une réforme du marché du carbone et non son abolition ce qui laisse les entreprises dans un tête-à-tête avec l'État où elles disposent de l'outil ultime de la grève et de la fuite des capitaux. Qu'en est-il des [mesures médiatisées](#) du plan Solidaire ?

Parmi les mesures annoncées par Ruba Ghazal figurent des investissements de 23 milliards pour le transport collectif, la gratuité des transports publics pour les jeunes et les aînés, et la poursuite pour quatre ans du programme Roulez vert afin d'encourager l'achat de voitures électriques. [...] Québec solidaire prévoit aussi le retour de l'interdiction de vente de véhicules à essence à compter de 2035, ainsi que l'interdiction de l'immatriculation de nouveaux véhicules à essence en 2045. [...] En ce qui concerne l'habitation, une enveloppe annuelle de 250 millions serait consacrée à un programme d'adaptations résidentielles destiné à favoriser « l'efficacité et la sobriété énergétiques ». Au cours des quatre prochaines années, 950 millions seraient par ailleurs alloués à des projets d'infrastructures vertes, tandis que 1 % des investissements du Programme québécois des infrastructures serviraient à verdir les villes et les municipalités.

Ces mesures sont aussi souhaitées par le capital qui se plaint amèrement des coûts de la congestion urbaine en autant que son atténuation ne soit pas un moyen d'éliminer la lucrative auto solo au cœur de la consommation de masse et essentielle aux banlieues tentaculaires avalant sols agricoles et forêts. On aboutit ainsi à un coûteux système de transport à deux niveaux, sur le sol versus celui sous terre et dans les airs sans compter [le TGV](#) — un autre 100 à 200 milliards — auquel le plan acquiesce et qui charcutera le terroir agricole au lieu de favoriser un réseau de trains réguliers prenant en charge l'essentiel du transport interurbain des passagers et des marchandises. Bien entendu, le petit capitalisme québécois préfère l'auto électrique à celle à essence étant donné la réalité des sources primaires d'énergie du Québec.

Quant à la restauration des habitations et la construction d'infrastructures, la très québécoise « industrie de la corruption » ne demande pas mieux en autant que le tout soit digestible — donc pas de de grands chantiers étatiques restaurant sur dix ans l'ensemble des bâtiments récupérables — pour qu'elle ne soit pas obligée d'investir massivement dans les moyens de production au détriment des dividendes et que le pactole privé-public dure longtemps. Mais il y a quand même les propositions de nationalisation des éoliennes et du transport interurbain. Gouvernement et Hydro-Québec se sont aperçus que les entreprises ne s'intéressent qu'aux petits champs d'éoliennes dans les milieux habités de sorte à minimiser les coûts afin d'encaisser en généreux profits les prix garantis sur 25 ans. À Hydro de développer les nécessaires grands champs hors zones habitées, et à s'entendre avec les nations autochtones, quitte à donner les contrats de construction à l'entreprise privée comme ça s'est toujours fait pour les centrales hydro-électriques et pour l'ensemble des infrastructures. Quant au transport en commun interurbain, il s'est effondré parce qu'il n'était pas rentable. Il y a toujours place pour des services étatisés socialement nécessaires — le transport à longue distances de la couche prolétarienne la plus pauvre — que le capitalisme n'arrive pas à rentabiliser. C'est aussi le cas des services de santé et d'éducation de la majorité prolétarienne mais oh combien indispensable au capital.

Le Québec est des années-lumière de prendre en main les crises climatique et de la biodiversité.

Marc Bonhomme, 20 septembre 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com